**PROCES-VERBAL DE LA REUNION**

**DU CONSEIL MUNICIPAL**

**20 JUIN 2023**

**\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\***

L’an deux mille vingt-trois, le vingt Juin à vingt heures heure, le Conseil Municipal de la Commune d’EVAUX LES BAINS, dûment convoqué, s’est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la Présidence de Monsieur Bruno PAPINEAU, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 12 Juin 2023

Nombre de Conseillers :

* en exercice : 14

**Présents** : MME COUTEAUD, MMES FORESTIER-GAYET, JULIEN,

LE BRAS, MM. NORE, PAPINEAU, MME PEEKEL, MM. ROMAIN, SAINTEMARTINE, STEINER, TOURAND, MME VIALLE.

**Excusés** : MME BOUSSANGE, M. DECARD.

**Pouvoir** :
Mme BOUSSANGE a donné pouvoir à M. PAPINEAU de voter en son nom

M. NORE a été élu secrétaire de séance

------------------------------------------------

M. le Maire ouvre la séance à 20 Heures.

Les procès-verbaux des réunions du Conseil Municipal du 28 Mars 2023 et

04 Avril 2023 sont adoptés à l’unanimité.

I Rapport du Maire portant sur les décisions prises dans le cadre de ses délégations au titre de
 l’article L 2122-22 du CGCT

**A Location**

* La location d’une maison dénommée «La Radieuse» sise 86, Avenue de la République à Evaux-Les-Bains est consentie au Centre Hospitalier «Les Genêts d’Or»

Cette location est réalisée selon les conditions financières suivantes :

\* le montant du loyer est fixé à 600 € par mois

\* Un dépôt de garantie correspondant à un mois de loyer sera sollicité

\* Une révision sera appliquée chaque année, à la date anniversaire du bail, en fonction de l’évolution de l’indice IRL publié par l’INSEE

 (Décision n° 2023/06 du 10 Mai 2023)

- La cession du tracteur New Holland TLA 90 est consentie au profit de

M. CHIMIER Michel domicilié Saint-Jacques à EVAUX LES BAINS au

prix de 21.000 €.

 (Décision n° 2023/07 du 10 Mai 2023)

**B Marchés Publics**

 - L’offre présentée par la SAS FONTVIELLE à EVAUX LES BAINS pour l’acquisition d’un tracteur est retenue pour un montant de 66.000 € HT, soit 79.200 € TTC.

(Décision n° 2023/08 du 15 Mai 2023).

II Convention de servitude à intervenir avec ENEDIS en vue de l’alimentation électrique d’un bâtiment situé à Entraigues

 Monsieur le Maire expose à l’Assemblée que ENEDIS doit réaliser des travaux de raccordement pour un projet photovoltaïque à Entraigues.

 A cet effet, ENEDIS soumet 2 conventions de servitudes :

Une convention concernant la parcelle cadastrée YB 130 «Le Peyroux» pour droits suivants :

* Etablir à demeure dans une bande de 3m de large, 2 canalisations souterraines sur une longueur totale d’environ 155m environ ainsi que ses accessoires
* Etablir si besoin des bornes de repérage
* Sans coffret
* Effectuer l’élagage, l’enlèvement, l’abattage ou le dessouchage de toutes plantations, branches ou arbres gênants ou dangereux

En contrepartie des droits concédés, ENEDIS versera une indemnité unique et forfaire de 155 €

Une convention concernant la parcelle cadastrée ZB 169 «Entraigues» pour droits suivants :

* Etablir à demeure dans une bande de 3m de large, 1 canalisation souterraine sur une longueur totale d’environ 34m environ ainsi que ses accessoires
* Etablir si besoin des bornes de repérage
* Sans coffret
* Effectuer l’élagage, l’enlèvement, l’abattage ou le dessouchage de toutes plantations, branches ou arbres gênants ou dangereux

En contrepartie des droits concédés, ENEDIS versera une indemnité unique et forfaire de 34 €

 Ces conventions prendront effet à compter de la date de signature des parties. Elles sont conclues pour la durée des ouvrages dont il est question à l’article 1 de la convention.

 Monsieur le Maire invite alors l’Assemblée à se prononcer sur ces conventions qui lui sont soumises.

**Décision** : Au vu de cet exposé et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l’unanimité :

* approuve les conventions telles qu’annexées à la présente délibération devant intervenir entre la Commune et ENEDIS pour ce qui concerne les parcelles YB 130 «Le Peyroux» et ZB 169 «Entraigues»
* autorise Monsieur le Maire à signer ces conventions ainsi que tous documents relatifs à cette affaire

III Adhésion des communes de St Silvain Bellegarde et St Quentin la Chabanne

Monsieur le Maire rend compte à l’Assemblée de la délibération

n° 2023-04/05 adoptée lors de la réunion du Comité Syndical du SDIC 23 en date du 05 Avril 2023 acceptant l’adhésion des communes suivantes : ST SILVAIN BELLEGARDE et ST QUENTIN LA CHABANNE.

**Décision** : Au vu de cet exposé et, après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

* accepte à l’unanimité l’adhésion au SDIC 23 des communes précitées

IV Demande de passage à la nomenclature M57 au 1er Janvier 2024

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu l’article 106 III de la loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu le décret N° 2015-1899 du 30 Décembre 2015 portant application du III de l’article 106 de la loi du 7 Août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu l’avis favorable du Comptable du Trésor public ;

Considérant

* que l’instruction budgétaire et comptable M57 a été conçue pour permettre d’améliorer la lisibilité et la qualité des budgets et des comptes publics locaux ;
* que l’instruction M57 est la seule instruction intégrant, depuis 2018, les dernières dispositions normatives examinées par le Conseil de normalisation des comptes publics (CNoCP) ;
* qu’une généralisation de l’instruction M57 à toutes les catégories de collectivités locales devrait intervenir au 1er Janvier 2024 ;
* qu’en application de la loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 106, les collectivités qui le souhaitent ont la possibilité d’anticiper l’échéance du 1er Janvier 2024 en optant pour le cadre budgétaire et comptable M57 ;
* que conformément à l’article 1 du décret n° 2015-1899 du 30 Décembre 2015, la Région a sollicité l’avis du comptable public, et que, cet avis est favorable

**Décision** : Au vu de cet exposé et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l’unanimité :

* décide d’appliquer à compter du 1er Janvier 2024, la nomenclature budgétaire et comptable M57
* précise que la nomenclature M57 s’appliquera au budget suivant :
* budget principal

V Demande de passage à la nomenclature M57 au 1er Janvier 2024 (délibération complémentaire)

 Monsieur le Maire expose à l’Assemblée la nécessité d’apporter un complément à la délibération n° 2023/04/03 portant sur la demande de passage à la nomenclature M57 au 1er Janvier 2024.

 Il s’avère en effet que, dans les communes de moins de 3.500 habitants, le Conseil Municipal doit effectuer un choix en matière de plan de comptes qui peut être abrégé ou développé.

**Décision** : Au vu des règles budgétaires applicables aux deux plans de comptes indiqués, et après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l’unanimité :

- décide d’opter pour le plan de comptes abrégé concernant le budget principal

VI Demande de soutien à la Commune de Pontarion

 Monsieur le Maire fait part à l’Assemblée d’un courrier reçu de l’Association des Maires et Adjoints de la Creuse pour apporter une aide financière à la Commune de Pontarion.

 En Mars dernier, une tornade d’ampleur inédite touchait plusieurs communes de la Creuse et plus particulièrement celle de Pontarion.

 Cette dernière, dans les mois prochains devra faire face à des travaux de grande envergure.

 C’est pourquoi, l’AMAC demande de se prononcer sur la participation éventuelle d’un don pour soutenir cette commune et ses habitants.

**Décision :** Au vu de cet exposé, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l’unanimité :

- décide de verser la somme de 500 € à la Commune de Pontarion

- autorise Monsieur le Maire à signer toute pièce relative à cette affaire

VII Rapport annuel du délégataire 2022 – SIAEP Evaux-Budelière-Chambon

Monsieur le Maire rappelle à l’Assemblée :

Considérant que le SIAEP Evaux-Chambon-Budelière a été dissous au

31 Décembre 2022 ;

Considérant que le SIAEP Evaux-Chambon-Budelière avait un contrat d’affermage ;

 En vue de permettre à l’autorité délégante d’apprécier les conditions d’exécution du service public et, conformément aux articles L 3131-5,

R 331-2 et suivants du code de la commande publique, le prestataire SUEZ a produit un rapport de l’exercice 2022 pour la compétence eau potable.

Monsieur le Maire donne lecture du rapport du délégataire de l'exercice 2022 établi par le prestataire SUEZ pour la compétence eau potable.

**Décision :** Au vu de cet exposé et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l’unanimité :

- accepte le rapport du délégataire de l'exercice 2022 du prestataire SUEZ

- autorise Monsieur le Maire à signer toute pièce relative à cette affaire

VIII Adoption du Procès-verbal de transfert de l’activité eau vers le syndicat d’eau de Boussac-Gouzon

 Monsieur le Maire rappelle à l’Assemblée la délibération 2022/04/07 du 07 Juin 2022 par laquelle le Conseil Municipal accepte la dissolution du Syndicat Intercommunal d’Alimentation en Eau Potable (SIAEP) Evaux-Budelière-Chambon à compter du 31 Décembre 2022 avec une clef de répartition de l’actif et du passif entre les communes membres comme suit :

►Evaux-les-Bains : 47,76 %

►Budelière : 22,22 %

►Chambon-sur-Voueize : 30,02 %

 Il précise que cette dissolution a été entérinée par arrêté préfectoral le 08 Décembre 2022.

 Monsieur le Maire donne lecture du tableau de transfert établi en accord avec le SIAEP Evaux-Budelière-Chambon et selon la clé de répartition validée par l’arrêté préfectoral.



Compte 515 au 31 Décembre 2022 : 2.362.222,47 €

 Les Communes de Evaux-les-Bains, Budelière et Chambon-sur-Voueize conservent 700.000 € répartis de la façon suivante :

►Evaux-les-Bains : 334.320,00 €

►Budelière : 155.540,00 €

►Chambon-sur-Voueize : 210.140,00 €

 La somme restante soit 1.662.222,47 € est reversée par les Communes au SIAEP Boussac-Gouzon comme suit :

►Evaux-les-Bains : 793.877,45 €

►Budelière : 369.345,83 €

►Chambon-sur-Voueize : 498.999,19 €

**Décision :** Au vu de cet exposé, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal : (12 voix POUR et 2 ABSENTIONS)

* donne son accord pour le transfert de l’activité eau (actif et passif) vers le SIAEP Boussac-Gouzon :

►Evaux-les-Bains : 793.877,45 €

►Budelière : 369.345,83 €

►Chambon-sur-Voueize : 498.999,19 €

* précise que toutes les immobilisations figurant à l’actif et toutes les subventions figurant au passif sont transférées au SIAEP de Boussac-Gouzon en accord avec les soldes des comptes du procès-verbal, ainsi que les autres comptes listés selon répartition jointe pour lesquels il n’y a pas de comptabilité auxiliaire
* autorise Monsieur le Maire à signer toutes pièces relatives à cette affaire

IX Exécution de conventions de délégation de service public – Rapports produits par la SAS du Casino d’Evaux-Les-Bains et la SEM de l’Etablissement Thermal

Monsieur le Maire rappelle à l’Assemblée qu’au terme d’une procédure de délégation de service public :

- un contrat de concession est intervenu en 1999 entre la SEM de l’Etablissement Thermal et la Commune d’EVAUX LES BAINS

- un cahier des charges est intervenu en 2015 entre la S.A S du Casino d’EVAUX LES BAINS et la Commune d’EVAUX LES BAINS

 En vue de permettre à l’autorité délégante d’apprécier les conditions d’exécution du service public et, conformément aux dispositions de l’article L 3131-5 du Code de la Commande Publique et l’article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, la SAS du Casino d’EVAUX LES BAINS et la SEM de l’Etablissement Thermal ont produit un rapport dont il est donné lecture à l’Assemblée.

 Le Conseil Municipal prend acte de la communication présentée.

X Demande de subvention pour la publication des actes du colloque des 4 et 5 Septembre 2021

 Monsieur le Maire explique à l’Assemblée que les 4 et 5 Septembre 2021, s’st tenu un colloque sur l’histoire d’Evaux-les-Bains et de Chambon-sur-Voueize intitulé «Moines et chanoines aux confins du Limousin» sous la direction du CRIHAM, Université de Limoges, avec le soutien de la Municipalité et de l’Association Evaux, Histoire et Patrimoine.

 La publication des actes de ce colloque est en cours d’achèvement et une parution au Presse universitaire de Limoges (PULIM) est envisagée durant le premier semestre 2024.

 Le montant total pour le montage et l’impression est fixé à 7.975 € qui sont financés, pour l’instant à hauteur de 3.690 € par le CRIHAM et de 2.285 € par la DRAC Nouvelle-Aquitaine.

 La Fondation Crédit Agricole Centre France verse une aide à la publication d’un montant de 1.000 €. Cependant il manque encore

1.000 € pour finaliser ce projet.

Une subvention de 500 € est demandé à la Commune d’Evaux-les-Bains et à la Commune de Chambon-sur-Voueize.

**Décision** : Au vu de et exposé, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l’unanimité :

* décide d’allouer une subvention de 500 € au CRIHAM, Université de Limoges
* autorise Monsieur le Maire à signer tous documents relatifs à cette affaire

XI Modification du tableau des effectifs – Création emplois permanents

**Monsieur le Maire informe l’assemblée :**

Conformément à l’article L 313-1 du Code Général de la Fonction Publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l’organe délibérant de la collectivité ou de l’établissement.

**Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l’effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.**

Monsieur le Maire propose en conséquence de modifier le tableau des effectifs comme suit étant précisé que ces postes seront pourvus à titre exclusif par la voie de l’avancement de grade ou de la promotion interne :

- création des 2 emplois permanents suivants :

 \* Agent de maîtrise-emploi à temps non complet (31heures hebdomadaires) - à compter du 1er Août 2023

\* Adjoint Technique Territorial Principal de 1ère classe-emploi à temps complet- à compter du 1er Août 2023

 Par la suite, la suppression des 2 emplois suivants sera sollicitée auprès du Comité Technique :

- Adjoint Technique Territorial Principal de 1ère classe à temps non complet (31Heures hebdomadaires),

- Adjoint Technique Territorial Principal de 2ème classe à temps complet.

**Décision** : Au vu de cet exposé, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l’unanimité :

- décide de la création des emplois comme proposé par Monsieur le Maire

- dit que les crédits correspondants sont inscrits au budget primitif pour 2023

- charge Monsieur le Maire d’accomplir toutes les démarches requises

- autorise Monsieur le Maire à signer tous documents relatifs à cette affaire

XII Budget «Evaux Calories» - Décision modificative n° 1

 Monsieur le Maire expose à l’Assemblée que suite à une erreur de NB Conseil sur la facture de l’entreprise LARBRE, il y a lieu de régulariser, sur l’exercice 2023 sur le budget «EVAUX CALORIES» enregistrée sur l’exercice 2022, par une décision modificative comme

suit :

**Décision :** Au vu de cet exposé, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l’unanimité :

* approuve la décision modificative n° 1 qui lui est soumise
* autorise Monsieur le Maire à signer tous documents relatifs à cette affaire

XIII Budget Principal – Décision modificative n° 1

 Monsieur le Maire expose à l’Assemblée que suite à une erreur d’imputation de compte sur le Budget Principal, il y a lieu de procéder à une décision modificative comme suit :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | DEPENSES | RECETTES |
| Intitulé | Compte | Opération | Montant | Compte | Opération | Montant |
|   |   |   |   |   |   |
| Etat et établissements nationaux | 1311 | H.O | 7 000,00 € |   |   |   |
| Etat et établissements nationaux |   |   |   | 1321 | H.O | 7 000,00 € |
| Investissement |   |   | 7 000,00 € |   |   | 7 000,00 € |

**Décision**: Au vu de et exposé, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l’unanimité :

* approuve la décision modificative n° 1 qui lui est soumise
* autorise Monsieur le Maire à signer tous documents relatifs à cette affaire

XIV Aménagement de la Rue de Rentière et du Chemin de Rentière ainsi que la Route des Chaves et Rue du 08 Mai 1945 (en partie) – Plan de financement

 Monsieur le Maire fait part à l’assemblée du projet de financement de la Rue de Rentière et du Chemin de Rentière.

Montant total des travaux : 662.224 € HT

* Fonds vert : 60 %
* Agence de l’Eau : 12 %
* DETR : 8 %
* Autofinancement : 20 %

Le projet sera finalisé lors d’une prochaine réunion.

XV Proposition de création de club de badminton

 Monsieur le Maire expose à l’Assemblée que nous avons reçu un courrier du Président de la Ligue Nouvelle-Aquitaine pour la création d’un club de badminton sur la Commune.

 Il s’avère en effet que la Commune d’Auzances possède un club de badminton.

**Décision :** Au vu de et exposé, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l’unanimité :

* de ne pas donner suite à cette demande de création d’un club de badminton

XVI Projet DIGITOUR

 Monsieur le Maire expose à l’Assemblée le Projet DIGITOUR, financé par l’Agence exécutive pour les petites et moyennes entreprises (EASME) mandaté par la Commission européenne, dans le cadre du programme COSME COS-TOURINN-2020-03-04. Le Projet DIGITOUR met en relation des PME du secteur du tourisme avec des fournisseurs de solutions et de nouvelles technologies innovantes, numériques et intelligentes.

 Après avoir évoqué un partenariat avec la SEM Etablissement Thermal, il s‘avère que l’activité principale de cette dernière ne relève pas de l’hôtellerie et du secteur du tourisme.

 Par conséquent, il est proposé que le Camping municipal se substitue à la SEM Etablissement Thermal et soit associé à deux autres partenaires : Agence FITOUR Voyages à Limoges et ENZO Hôtels à Limoges.

**Décision :** Au vu de et exposé, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l’unanimité :

* décide d’intégrer le Camping municipal au Projet DIGITOUR
* charge Monsieur le Maire d’effectuer les démarches nécessaires
* autorise Monsieur le Maire à signer tous documents relatifs à cette affaire

Questions diverses

* Information sur l’arrêté pour le projet des éoliennes (5 éoliennes pour Chambonchard et celle d’Evaux retirée)
* Point sur l’ancienne Maison de Retraite et sur l’Hôtel La Fontaine

L’ordre du jour étant épuisé, et aucune autre question n’étant posée, la séance est levée à 21H45.

 Le Maire, Le secrétaire de séance,